

Vies Brisées

plaidoyer pour un contrôle renforcé des ventes d'armes à l'échelon international

La prolifération anarchique des armes

Chaque année, les armes tuent en moyenne plus d'un demi-million d'hommes, de femmes et d'enfants. Des milliers d'autres personnes sont mutilées, torturées ou bien contraintes de fuir leur domicile. La prolifération anarchique des armes attise les violations des droits humains, exacerbe les conflits et intensifie la pauvreté. Il est temps que les dirigeants du monde agissent.

Face à cette crise, Oxfam, Amnesty International, et International Action Network on Small Arms (IANSA – le Réseau d'action international sur les armes légères) ont conjointement lancé une campagne pour demander un contrôle efficace des armes afin de véritablement libérer les populations de la menace de la violence armée.

Vous aussi, vous pouvez nous aider à mettre fin à ces violations terrifiantes. Cliquez sur www.controlarms.org et signez la pétition la plus graphique et la plus importante au monde.

Vous pouvez télécharger le résumé ou l'intégralité de ce rapport en vous connectant sur www.controlarms.org

Une version imprimée de l'intégralité du rapport est disponible de Amnesty International UK (info@amnesty.org.uk) et Oxfam GB (oxfam@oxfam.org.uk)

© Amnesty International and Oxfam International 2003

AI Index : ACT 30/003/2003

www.controlarms.org

controlarms



Vies Brisées

plaidoyer pour un contrôle renforcé des ventes d'armes à l'échelon international

Résumé



control arms



Oxfam



Amnesty
International

*‘Ils disent chercher les rebelles
mais en fait ce sont les gens
ordinaires qui finissent par
être pris pour cibles.’*

Un étudiant de 26 ans, Aceh, Indonésie, 2003

*‘Je vous en prie: dans vos
délibérations, n’oubliez pas
mon fils Matthew et tous les
enfants et jeunes gens morts,
blessés, traumatisés dans le
monde. Rappelez-vous qu’on
leur a refusé le droit
fondamental à la vie.’*

Mary Leigh Blek, présidente de la Million
Mom March (Le défilé du million de mères),
Etats-Unis, discours à la Conférence de
l’ONU sur les armes légères, 2001

*‘Ils [les paramilitaires] ont
commencé à nous ennuyer, à
exercer des pressions
pour qu’on leur livre des
informations sur la guérilla.
Quand nous sommes allés
à la ville pour acheter des
fournitures, les paramilitaires
nous ont alors accusés d’aider
la guérilla. Cela fait des années
que la guérilla passe dans
notre région. Nous n’avons
pas d’armes. Tout ce que nous
voulons, c’est de pouvoir
cultiver nos terres, élever nos
animaux et nous occuper de
la rivière et de la forêt.’*

Marcos d’une communauté
rurale à Urabá, en Colombie

Les armes intensifient la pauvreté et les souffrances

Chaque jour, des millions d’hommes, de femmes et d’enfants vivent dans la peur de la violence armée. Toutes les soixante secondes, dans le monde, une personne meurt de mort violente. Des gangs de Rio de Janeiro et de Los Angeles aux guerres civiles du Libéria et d’Indonésie, les armes prolifèrent de façon anarchique.

Cette prolifération non contrôlée et l’utilisation illégale des armes par les forces gouvernementales et les groupes armés coûtent cher en vies humaines, en revenus et en opportunités pour échapper à la pauvreté. En moyenne chaque année, 22 milliards de dollars sont consacrés aux ventes d’armes dans les pays d’Afrique, d’Asie, du Moyen orient et d’Amérique latine – une somme qui aurait permis à ces mêmes pays de répondre positivement aux Objectifs du Millénaire pour le développement en particulier dans le domaine de l’éducation primaire pour tous et de la réduction de la mortalité infantile et de la mortalité maternelle (montant estimé : 12 milliards de dollars par an).

Chaque jour, dans le monde entier, Oxfam et Amnesty International sont les témoins de l’utilisation illégale des armes qui attisent les conflits, renforcent la pauvreté et violent les droits humains.

République démocratique du Congo (RDC)

Plus de trois millions de civils ont été tués ou bien sont morts de faim ou de maladies à la suite du conflit en RDC (ex-Zaire), conflit qui a débuté en août 1998. Ce conflit a été caractérisé par des meurtres illégaux, actes de torture et viols de civils perpétrés par toutes les parties du conflit. En dépit de ce catalogue de misère humaine, de nombreux pays ont continué de fournir des armes à la RDC. L’ancien gouvernement zairois a reçu des armes en provenance de nombreux pays comme l’Allemagne, la Belgique, la Chine, l’Espagne, les Etats-Unis, la France, Israël et le Royaume-Uni. En outre, le conflit a été également attisé par des livraisons aux gouvernements de l’Ouganda, du Rwanda et du Zimbabwe, d’armement portatif et d’équipement militaire en provenance d’Afrique du sud, d’Albanie, de Chine, d’Egypte, d’Israël, de Roumanie, de Slovaquie et d’autres pays.

En novembre 2002, autour de Kisangani, théâtre de combats intenses qui ont

provoqué la mort de nombreux civils, Amnesty International a trouvé des preuves de la livraison de fournitures militaires étrangères sous la forme de cartouches pour les armes suivantes : mitrailleuses lourdes fabriquées en Chine, en Corée du Nord et en Russie, pistolets de fabrication russe, fusils d’assaut sud africains, armes antiaériennes chinoises et lance-grenades fabriqués en Bulgarie, en Russie ou en Slovaquie.

Les voies d’acheminement et les méthodes de livraison varient. Le gouvernement britannique n’interdit pas aux pilotes et aux compagnies de fret britanniques de fournir des armes étrangères aux forces armées de la RDC qui sont responsables de violations massives des droits humains. De plus, entre 1993 et 1998, alors que le conflit s’intensifiait rapidement et que les violations des droits humains étaient devenues massives, l’Italie a exporté en RDC des armes, des munitions et des explosifs pour un montant de près de 10 millions de dollars.

Une prolifération non contrôlée des armes

Camila Magalhães Lima, 16 ans, a perdu l'usage de ses jambes en 1998. Alors qu'elle rentrait de l'école, elle a été touchée par une balle perdue au cours d'un échange de coups de feu entre des voleurs et les gardes d'une société de sécurité privée.

'J'avais fait des plans pour l'avenir. Je voulais voyager dans le monde entier, m'inscrire à des cours pour devenir modèle, et poursuivre mon entraînement de gymnastique. Du jour au lendemain, tous mes rêves ont été anéantis – tout cela à cause de l'irresponsabilité de soi-disant hommes civilisés qui ne sont courageux que lorsqu'ils ont un fusil entre leurs mains.'



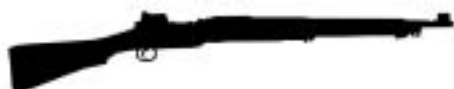
Photo: Tiago Quiroga/Viva Rtc

Nous avons désormais atteint un stade critique de la prolifération sur une grande échelle et de l'utilisation illégale des armes. La 'guerre contre la terreur' aurait dû souligner la volonté politique d'empêcher que les armes ne tombent entre de mauvaises mains. Au lieu de cela, depuis les attaques du 11 septembre 2001 contre le World Trade Center et le Pentagone, certains fournisseurs ont relâché leur contrôle pour pouvoir armer des alliés de fraîche date contre le 'terrorisme', même si ces alliés foulent le droit international relatif aux droits humains et le droit international humanitaire. En dépit des ravages qu'elles commettent, il n'existe toujours pas de droit international contraignant et complet pour contrôler les exportations d'armes conventionnelles.

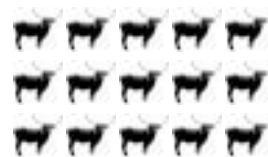
Nous assistons en même temps à un changement plus profond dans la mesure où les armes font désormais partie intégrante de la vie quotidienne dans un nombre croissant de communautés et de villes de part le monde, devenant ainsi des instruments de mort de plus en plus ordinaires. Des groupes pastoraux du Nord de l'Ouganda aux gangs de Rio de Janeiro, le port d'armes et l'utilisation d'un armement toujours plus meurtrier deviennent la norme.

Une disponibilité croissante réduit le prix d'armes au Kenya

1967



1986



2001



Selon Joshua Katta, chef Pokot dans le Kolowa, Kenya.

Source: Karl Vick, 'Small arms global reach uproots tribal traditions', *Washington Post*, 8 July 2001.

'Les enfants sortent de l'école en parlant d'armes à feu. La mentalité est devenue tellement pernicieuse de nos jours. Ils ne parlent pas de se casser la figure. Ils parlent de se tuer. Le fait est qu'avec un pistolet vous êtes quelqu'un, vous avez du répondant. Sans pistolet, vous êtes un homme mort.'

Selon un ancien animateur de groupes de jeunes du Nord de Londres



Rodrina Faustina, 42 ans, dans un camp pour personnes déplacées près de Kuito, en Angola. 'Ce n'est pas la première attaque de l'UNITA [União Nacional para a Independência Total de Angola – Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola]. En octobre 1990, ils sont venus dans le village pour voler des affaires. J'ai alors essayé de m'enfuir mais ils m'ont tiré dans la jambe. On m'a soigné sommairement puis on m'a emmenée à l'hôpital de Kuito où ils ont dû amputer ma jambe sous le genou.... On est resté à Kuito pendant trois ans et puis on est retourné dans notre village. Il y a tant de choses que je trouve difficile à faire maintenant... Aller à la rivière en béquilles pour laver mes vêtements : ça c'est très difficile. Et aussi d'aller couper du bois pour la cuisine pour aider mon mari. Laver les vêtements, faire la vaisselle, cherche de l'eau : toutes ces choses sont difficiles à faire.'

Il faut agir maintenant

Il est de la responsabilité de chaque gouvernement de contrôler les armes – celles qu'elles possèdent sur leur territoire pour protéger leurs ressortissants et celles qu'elles exportent pour faire respecter le droit international relatif aux droits humains et le droit international humanitaire dans le monde entier. Les gouvernements les plus puissants de la planète, qui sont aussi les plus importants fournisseurs d'armes, ont une responsabilité encore plus grande pour contrôler les ventes d'armes à l'échelon international. Au total, les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU – la France, la Russie, la Chine, le Royaume Uni et les Etats-Unis – exportent 88% des armes conventionnelles dans le monde; ces exportations sont régulièrement la cause principale des violations flagrantes des droits humains.

Il est urgent que les gouvernements relèvent le défi. Ils doivent coopérer pour contrôler et limiter le flux des armes et la prolifération de la production d'armes.

L'armement des Philippines

A la fin 2001, le gouvernement américain a offert au gouvernement des Philippines de l'équipement militaire d'une valeur supérieure à 100 millions de dollars, dont des hélicoptères, des avions de transport et 30.000 fusils M-16. Cet équipement devait servir pour lutter contre des groupes armés opérant dans l'archipel. Ces transferts faisaient partie de la 'guerre contre la terreur' engagée par les Etats-Unis. En outre, les militaires américains ont également fourni des formations en matière de lutte anti-insurrectionnelle. Toutefois ces formations ne font pas mention des strictes garanties concernant le respect des droits humains, or le mécanisme de surveillance du respect des droits humains aux Philippines est pratiquement non-existant. En conséquence, cette assistance militaire américaine risque

d'exacerber la spirale des violations des droits humains, d'aggraver les tensions locales, et de prolonger le conflit armé dans le centre de l'île de Mindanao.

Il existe déjà un marché florissant de ventes illégales d'armes légères aux Philippines et l'on craint que l'injection d'équipement militaire américain, qui inclut des armes légères, contribue à une plus grande prolifération de ces armes. Les munitions, perdues, volées ou vendues illégalement, appartenant aux forces armées philippines, atterrissent parfois entre les mains de groupes criminels ou de groupes politiques armés. A Mindanao, par exemple, plus de 70 % de la population détient une ou plusieurs armes à feu. On peut acheter une mitrailleuse pour à peine 375 dollars et un revolver pour seulement 15 dollars. Dans le pays, jusqu'à 82 p. cent des homicides sont dus à des armes légères.

'A mon avis, il faudrait stopper la fabrication des armes. Les puissances mondiales comme le Royaume Uni, la France, les Etats-Unis, et les autres pourraient aider dans cette voie. Les armes ne sont pas faites pour les animaux dans le bush. Les lance-roquettes ne sont pas faits pour les animaux dans le bush... Vous les fabriquez pour tuer qui? Vous et moi!'

Peter Rashid, Boajibu, Sierra Leone, 2001

Les pays exportateurs d'armes peuvent déjà commencer par s'abstenir de vendre des armes dans les zones où il y a un grand risque qu'elles soient utilisées pour commettre des violations du droit international humanitaire et du droit international relatif aux droits humains. Mais pour reprendre l'expression du docteur Olive Kobusingye, un chirurgien qui soigne les victimes de la violence armée en Ouganda, il n'est pas suffisant de nettoyer les dégâts commis par les armes ou de fermer le robinet de la production d'armes: il faut également se préoccuper de la question des ventes d'armes et de la sécurité au niveau local. Il est donc essentiel que les communautés victimes de cette violence coopèrent pour retirer du marché local les armes meurtrières. Pour parvenir à ce résultat, les femmes, les hommes et les enfants doivent être protégées par des forces de sécurité légitimes qui respectent les droits humains.

A ceux qui disent qu'on ne peut rien faire pour contrôler les armes, Oxfam et Amnesty International rétorquent que cela est, au contraire, tout à fait possible. Le Traité contre les mines antipersonnel (1997) est né de la rencontre entre des pressions gouvernementales fortes et un soutien populaire mondial. Bien que le fléau des mines terrestres n'ait toujours pas été éradiqué, aucun pays n'a ouvertement exporté de mines depuis 1997. Nous avons donc besoin d'une même combinaison de pression de la part de l'opinion publique et d'actions par des gouvernements sympathisants pour parvenir à une Convention cadre sur les transferts internationaux d'armes.

Les gouvernements agissent trop lentement pour contrôler les armes. Pour contrôler de manière plus efficace la prolifération et l'utilisation illégale des armes, Amnesty International et Oxfam recommandent donc des actions urgentes et conjointes à tous les échelons, du niveau local au niveau international.

Action internationale

Au niveau international, les gouvernements devraient:

1. **adopter la Convention cadre sur les transferts internationaux d'armes** d'ici la Conférence d'examen de l'ONU sur les armes légères en 2006. Les gouvernements réformistes doivent se faire les champions de ce traité dans les forums internationaux et régionaux et faire pression sur les autres gouvernements, voire même agir en dehors du cadre onusien si cela s'avère nécessaire. Une fois en vigueur, ce nouveau traité, légalement contraignant, permettra de s'assurer que tous les états travaillent avec les mêmes critères pour prévenir les transferts irresponsables d'armes dans les régions où ces armes pourraient contribuer à violer le droit international humanitaire et le droit international relatif aux droits humains.
2. **créer de nouveaux instruments internationaux pour prohiber le courtage, le transport, le financement et la production sous licence étrangère irresponsables d'armes**, en se servant des dispositions contenues dans la Convention cadre sur les transferts internationaux d'armes relatives à la définition et à la prévention des transferts irresponsables.
3. **fournir des financements supplémentaires pour développer les programmes d'assistance pratique** pour les communautés affectées par les armes, en sollicitant en particulier les agences donatrices des pays producteurs d'armes.

'C'est comme si nous tentions d'éponger le sol avec le robinet ouvert. Cela prend cinq minutes pour arroser quelqu'un avec des balles mais trois heures et d'immenses ressources pour soigner chaque blessé.'

Le docteur Olive Kobusingye, traumatologue en Ouganda

'La disponibilité et l'utilisation illégale des armes [légères et de petit calibre] a un impact certain sur le nombre, le type et la gravité des violations du droit international humanitaire et du droit international relatif aux droits humains perpétrées par les acteurs étatiques et non étatiques.'

Barbara Frey, Rapporteur spécial de l'ONU sur les armes légères

Nous devons boucher l'alimentation irresponsable en armes...



Action régionale

Au niveau régional, les gouvernements voisins devraient collaborer pour:

1. **créer ou renforcer les contrôles régionaux des armes**, basés sur le droit international humanitaire et le droit international relatif aux droits humains, en se basant sur et en s'inspirant du travail accompli à l'échelon national. Ces contrôles devraient se préoccuper des flux d'armes en instituant des mesures efficaces pour limiter la livraison et pour réduire la demande en armes. En outre, ces contrôles devraient également réduire la grande disponibilité des armes, en vue d'améliorer la sécurité des communautés. La collaboration régionale offre l'occasion de partager des informations et les meilleures pratiques, tout en érigeant un consensus sur les programmes et les politiques régionales.

Action nationale

Au niveau national, chaque gouvernement doit agir de façon responsable pour prévenir l'utilisation illégale des armes:

1. **en développant et en appliquant, en accord avec la société civile, un plan d'action pour s'assurer que les forces de sécurité utilisent leurs armes de façon responsable**, dans le strict respect des normes existantes du droit international humanitaire et du droit international relatif aux droits humains. Cela exige donc un niveau minimum de formation, de discipline et de contrôle. Tous les états devraient se conformer aux dispositions des Principes de base de l'ONU sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois, du Code de conduite de l'ONU pour les responsables de l'application des lois, des Conventions de Genève et de tous les autres standards internationaux appropriés, en les incorporant dans leur législation nationale.
2. **en prenant des mesures rapides à la fin des conflits**, pour appliquer des programmes de désarmement, de démobilisation et de réinsertion complets en coopération avec les organes internationaux.
3. **en établissant des mécanismes pour présenter devant les tribunaux**, sans délai, les responsables des violations graves du droit international humanitaire et du droit international relatif aux droits humains pour que ces violations soient punies de façon adéquate et en prenant d'autres mesures afin de mettre un terme à l'impunité.
4. **en appliquant la législation en vigueur ou en promulguant une nouvelle législation** pour contrôler l'importation, la production, les exportations, le transit, la gestion et l'usage de toutes les armes. Les dispositions de la Convention cadre sur les transferts internationaux d'armes devraient être utilisées dans le cas où les états souhaiteraient prendre des mesures en ce qui concerne les exportations d'armes, en s'assurant que les droits humains, le droit international humanitaire et le développement durable ne souffrent pas des pressions commerciales.
5. **en faisant preuve de transparence** par la publication régulière d'informations claires au public sur la production, la possession et les transferts d'armes. Ces rapports devraient être systématiquement soumis à l'approbation des législateurs et des parlements.

6. **le strict contrôle de toutes les armes.** Dans une première étape, il faut évaluer les problèmes de protection, de disponibilité et d'utilisation illégale des armes; en deuxième lieu, il convient de développer des solutions et mettre en application un plan d'action efficace. Chaque étape devra être réalisée en collaboration étroite avec la société civile.

Action locale

La sécurité des communautés doit être améliorée de la façon suivante:

1. **reconstruire la confiance dans la possibilité d'assurer la sécurité sans faire usage des armes:**

- ▶ en réduisant les quantités d'armes et de stocks excédentaires illégaux en circulation. Cela peut se faire par l'établissement de zones sans armes à feu, la récupération des armes illégales qui pourraient contribuer à violer le droit international humanitaire et le droit international relatif aux droits humains et la destruction des surplus d'armes;
- ▶ en développant les relations et la confiance entre communautés rivales et entre les communautés et la police dans le respect des normes du droit international humanitaire et du droit international relatif aux droits humains;
- ▶ en promouvant l'éducation civique sur les questions de sécurité communautaire afin de lutter contre la culture de violence comme par exemple le lien destructeur qui existe entre les armes et les notions traditionnelles de masculinité;
- ▶ en introduisant et en utilisant les outils pour la résolution pacifique des conflits.

2. **fournir de l'aide** aux victimes de la violence avec armes.

3. **développer des moyens d'existence durables comme alternatives** pour ceux qui dépendent de la violence avec armes pour survivre.

A ce jour, il est regrettable de constater que peu de gouvernements ont pris la mesure de l'urgence du problème de la prolifération des armes. On entend de beaux discours mais les progrès réels sont minces. Il est temps d'agir.

La société civile et les gouvernements doivent développer conjointement une approche efficace et proactive du problème des armes à tous les niveaux: en jugulant à la source les livraisons d'armes et en examinant les causes profondes qui font que les populations possèdent des armes dans des environnements dangereux.

Oxfam, Amnesty International, et IANSA (International Network on Small Arms - Réseau international sur les armes légères, qui représente plus de 500 ONG dans le monde entier) font campagne pour un environnement plus sûr pour tous, en soulignant la nécessité de prendre des mesures vigoureuses pour stopper l'utilisation illégale des armes sur une grande échelle. Déjà certains gouvernements clés ont fait part de leur intérêt pour cette initiative et nous lançons un appel pour que d'autres pays participent à nos efforts.



...et vider la réserve d'armes existantes non-contrôlées